



## Thinking Africa

### NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

# L'AFRIQUE ET LA PRÉSIDENTE OBAMA ESPOIRS ET DÉSILLUSIONS D'UN CONTINENT EN MAL DE REPÈRES

**TCHINDA KENFO Joseph**

Montréal-Canada

Doctorat PhD en Histoire (Université de Yaoundé I.)

[tchinsonkenson@yahoo.fr](mailto:tchinsonkenson@yahoo.fr) / [lylmiya@gmail.com](mailto:lylmiya@gmail.com)

Titulaire d'un Doctorat PhD en Histoire, option Relation Internationales de l'Université de Yaoundé I et Ancien normalien, Joseph TCHINDA KENFO est Diplômé en Études stratégiques à l'Université de Yaoundé II-Soa, en Développement international de la Dale Kietzman Academy – USA, en Développement durable à l'Université Niccolo Unicusano de Rome et achève actuellement un Diplôme d'Études Supérieures Spécialisées en Planification Territoriale et Développement Local à l'Université du Québec à Montréal. Ses recherches portent sur les dynamiques sociopolitiques, les quêtes identitaires et pratiques élitistes à l'Ouest du Cameroun; les enjeux sécuritaires et les questions de développement en Afrique; l'aménagement durable des communautés périurbaines, etc. Auteur de plusieurs contributions dans les ouvrages collectifs, il est membre fondateur du Réseau Africain pour l'Éducation au Développement Durable et directeur-adjoint des programmes. Il cumule également plus de 8 années d'expérience d'enseignement au secondaire.

## RÉSUMÉ

Novembre 2008 : un Noir (ou métis peu importe) est porté à la tête de la première puissance mondiale. C'est l'euphorie totale au-delà des USA. Partout sur le continent, c'est l'espoir d'un renouveau, une belle leçon de démocratie que l'Amérique renvoie au monde. Les slogans fusent de toute part: l'*Obamania*, Obama l'Africain, Barack l'Africain. Aucune élection présidentielle américaine n'avait suscité autant d'espoirs sur le continent et sa victoire était celle de l'Afrique. Dans toutes les têtes, ce jeune président éloquent, plein d'audace et sûr de lui, vient à point nommé bouger ou bousculer les lignes du système. Tous les jeunes s'identifient à lui, arborent fièrement des tee-shirts à son effigie, peignent leur salon de coiffure aux couleurs des USA, etc. On se souvient encore des vagues d'émotion qui ont suivi avec les gens en larmes dans les rues ou devant leur petit écran, reprenant à leur compte le slogan «Yes We Can»; un peu comme si Obama était devenu africain sinon le porte-parole du continent. Beaucoup espéraient que sa présidence serait le début d'une nouvelle ère pour le continent. Près de 8 années plus tard et à la fin de son deuxième mandat, il semble important de dresser le bilan de son action en direction de l'Afrique. Cette réflexion se propose ainsi, d'abord de relever les espoirs nés de cette élection, ensuite de préciser les enjeux et intérêts américains en Afrique et, en fin de compte, d'examiner la réalité des faits comme catalyseur d'un discours anti-américain naissant.

## PROBLÉMATIQUE

L'élection de Barack Obama et ses deux mandats ont-ils été à la hauteur des espoirs suscités sur le continent noir? Les Africains avaient-ils raison de célébrer la victoire de Barack Obama? Sa présidence a-t-elle été positive ou salutaire pour le continent?

## CONTEXTE

Le 4 novembre 2008, un Noir ou métis, de père kenyan et de mère américaine, le sénateur Barack Obama, est porté à la tête de la première puissance mondiale. Paradoxalement, l'euphorie manifestée dans les villes et faubourgs américains est supplantée par une liesse populaire, généralisée dans plusieurs métropoles africaines. Pour cause, Barack Obama incarnait l'espoir d'un renouveau systémique et symbolisait la démocratie réelle qui allait bénéficier au continent africain. Pris par l'effet spontané de l'*Obamania*, certains Africains ont tôt fait de l'assimiler prosaïquement au/à un «messie» africain. Les Africains de toutes les couches sociales, exultant, ont cru devoir attendre une transformation totale de leur quotidien. Aussi, les plus avisés, élites intellectuelles et politiques pour la plupart, espéraient venue l'heure d'une gouvernance démocratique rationnelle et par-

ticipative, subséquente à la présidence d'Obama. Le 8 novembre 2016, le deuxième et dernier mandat de Barack Obama prenait fin avec l'élection de Donald Trump, milliardaire du parti républicain, comme 45<sup>e</sup> président des USA. Au moment où Barack Obama s'apprête à passer le relais au nouveau président, le contexte est idoine pour faire le bilan des rapports entre Obama et l'Afrique durant huit années.

## IDÉES MAJEURES

Il s'agit de :

- Relever pour comprendre les espoirs nés de l'élection de Barack Obama aux USA en 2008 et 2012;
- Préciser les enjeux et intérêts américains en Afrique, avant, pendant et après la présidence d'Obama;
- Énoncer ses prises de position sur les questions d'enjeu pour le continent et les récentes crises qu'a connues le continent, notamment la Libye et la Côte d'Ivoire;
- Examiner la réalité des faits comme catalyseur d'un discours anti-américain naissant, objet de la déception des Africains.

## MOTS CLEFS

Afrique, États-Unis, présidence, Obama, bilan.

## INTRODUCTION

Depuis plusieurs décennies, on observe des phénomènes plus ou moins spectaculaires et paradoxaux en Afrique. D'un côté une forte dépolitisation des masses et en même temps de l'autre un engouement pour la chose politique lorsque celle-ci se déroule hors des frontières nationales. Cet enthousiasme est d'autant plus marqué lorsqu'il s'agit de certains pays dont la voix compte pour le continent, notamment la France et les USA. Un peu comme si les populations et certaines élites avaient plus à attendre ou à exiger des élus de ces contrées que de leurs leaders nationaux. En réalité, et bien que l'élection d'un président américain intéresse plus d'un dans le monde, celle de Barack Obama, métis ou noir (peu importe) ayant des origines africaines (mises en avant ou revendiquées) a davantage excité les foules qui voyaient en lui le rédempteur, celui-là même qui venait remettre à l'Afrique ses espoirs volés et exorciser ses multiples viols à travers l'histoire. Le 4 novembre 2008, à l'annonce des résultats, des foules enthousiastes reprenaient à leur compte, presque en chœur, le slogan «yes we can»; s'identifiant de facto à ce jeune président qui avec «l'audace de l'espoir» arrivait à point nommé pour faire bouger les lignes. Et plus encore, le 20 janvier 2009, jour de l'investiture, des populations émues, les larmes aux yeux, semblaient renaître. Barack l'Africain, l'Obamania. Tout y passait: coiffures Obama, véhicules et motos, tee-

shirts, voire des murs de salon de coiffure entiers peints à son effigie, etc. Avec lui, l'Africain noir retrouvait sa place et pouvait désormais espérer avoir droit de cité. Oubliant presque, le temps d'une investiture, qu'il était avant tout le président des États-Unis et élu pour garantir des intérêts construits autour d'une logique impériale. Après deux mandats, les masques sont retombés et l'espoir a cédé la place à la frustration. Il est important, sans passion et sans aucun angélisme, encore moins de naïveté, de dresser le bilan, de retracer le chemin parcouru. Bref, les Africains avaient-ils raison de célébrer la victoire de Barack Obama? Sa présidence a-t-elle été positive ou salutaire pour le continent? Il est question pour nous dans cette réflexion d'abord de relever les espoirs nés de cette élection, ensuite de préciser les enjeux et intérêts américains en Afrique et, en fin de compte, d'examiner la réalité des faits comme catalyseur d'un discours anti-américain naissant.

## I- LES ESPOIRS SUSCITÉS PAR L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT AMÉRICAIN EN AFRIQUE OU L'OBAMANIA

Au lendemain de la chute du mur de Berlin et profitant du vent de démocratisation venu de l'Est, les USA lancent en Afrique subsaharienne une vaste offensive basée sur la défense de la démocratie et une plus grande responsabilisation de l'élite africaine. Ce qui trouve un écho favorable dans une opinion africaine, francophone notamment, qui rêve alors de bénéficier enfin de tout ce que la France n'a pas pu et surtout voulu lui apporter, voire accorder. Ce faisant, les États-Unis engagent le procès de l'Aide publique au développement (APD) et le président Bill Clinton s'active à promouvoir l'arrimage des pays africains à l'économie mondiale<sup>1</sup>. Ce projet aboutit en octobre 2000 à l'adoption de *l'African Growth and Opportunity Act* (AGOA)<sup>2</sup>. Conscient du discrédit de la politique africaine de ses alliés dans une frange de l'opinion publique, les USA basent leur offensive sur la critique de l'archaïsme de leur politique africaine en donnant l'impression de se ranger du côté des populations dans la lutte contre les régimes incompetents et autoritaires. Ainsi, ils accroissent leur capital sympathie<sup>3</sup>.

Cette approche de la fin des années 1990 renforce l'image positive que les populations du continent

ont des présidents américains, surtout démocrates. Comme tout président américain, l'élection de Barack Obama a pour particularité de ne pas concerner ses seuls ressortissants, en raison du rôle prééminent joué par les USA dans le monde. Sa résonance varie sensiblement en fonction de la personnalité du locataire de la Maison Blanche, du moment politique dans lequel se trouvent les USA et du contexte mondial. Sur ces trois plans, note Zaki Laïdi, politologue français, l'élection de Barack Obama tranche: elle a ouvert la voie à l'élection pour la première fois dans l'histoire américaine d'un président noir, quand bien même il ne serait que métis et donc pas afro-américain; et dont le second prénom est Hussein, un prénom à consonance musulmane dans un pays encore marqué par le traumatisme du 11 septembre 2001<sup>4</sup>. L'élection d'Obama a relancé l'interrogation sur le retard de la France en matière de diversité. Obama élu président dans une Amérique décrite communautaire voire raciste<sup>5</sup>. La France se voit infliger un camouflet, presque une blessure d'amour-propre, tant le fossé entre les idéaux de la République – celui d'égalité notamment – et la réalité est devenu béant, alors qu'il semble se résorber si vite de l'autre côté de l'Atlantique<sup>6</sup>. Elle tranche ensuite au regard de l'ampleur du doute politique qui a saisi la société américaine en 2008 avec la crise économique qui a poussé nombre d'observateurs à s'interroger sur la capacité matérielle et politique des USA à continuer d'assumer autant de responsabilités internationales. Elle tranche enfin en raison du sentiment que la structure du monde était en train de changer, que les rapports de force qui la sous-tendaient étaient en train de se modifier. Bref, l'émergence de nouvelles puissances se présentait comme la fin du moment unipolaire<sup>7</sup>. À la différence des pays européens, les USA possèdent l'avantage de n'avoir aucun passé commun entremêlé avec l'Afrique qui aurait pu laisser de mauvais souvenirs. Ils peuvent ainsi jouer avec les "racines africaines" d'une partie de la population comme un atout. Leurs rapports avec l'Afrique ne sont pas pollés de repentance, de susceptibilités, de réparations ou de ressentiments. Cette élection change le visage de l'Amérique. Elle traduit la fierté des Africains de voir au pouvoir un Noir dont les racines paternelles se trouvent au Kenya. Bref, l'impact émotionnel est significatif<sup>8</sup>.

1. Sur le redéploiement des USA en Afrique sous l'administration Clinton, lire Oswald Wysocki, "La politique africaine de l'administration Clinton à l'épreuve de la gouvernance", Thèse de Doctorat en Histoire, Université de Reims Champagne-Ardenne, juin 2011, pp.37-93.

2. Alain Fogue Tedom, *Géostratégie américaine en Afrique (1993-2014)*, Paris, L'Harmattan, 2015, pp.25-30.

3. Ibid, p.43.

4. Zaki Laïdi, *Le monde selon Obama*, Paris, Éditions Stock, 2010, pp.14-26.

5. Justin Vaïsse, "Du bon usage d'Obama en politique française", *Esprit* 2009/2 (Février), pp.11-19.

6. Ibid.

7. Zaki Laïdi, *Le monde selon Obama*, Paris, Éditions Stock, 2010, pp.14-26.

8. Michel Rogalski, "Afrique/États-Unis: une relation

Barack Obama va, du moins officiellement, avoir une vision assez pragmatique et réaliste des relations internationales. Ce, en accordant une place centrale à la “diplomatie directe”, sans pré-conditions, avec tous les États amis et ennemis, ou ce qu’il appelle les “régimes extrêmes”, en substitution à la formule d’«États voyous». Il souhaite défendre les intérêts américains par la diplomatie et améliorer l’image des USA à l’étranger<sup>9</sup>. Il préconise un usage prudent de la force militaire. Bref, on a là l’association du réalisme et du multilatéralisme. Certains parleront même du *Hard power Democrats*. Un multilatéralisme qui se permet toutefois d’intervenir militairement sans accord du Conseil de sécurité des Nations Unies si nécessaire<sup>10</sup>. Tandis que l’administration Bush a essuyé de nombreuses critiques suite à la militarisation excessive de sa politique africaine, Barack Obama a rapidement donné l’impression - notamment par son discours phare prononcé au Ghana en juillet 2009 - d’atténuer la tonalité sécuritaire de son prédécesseur pour se recentrer sur le développement et la responsabilisation des dirigeants locaux<sup>11</sup>.

Au final, une vague d’euphorie populaire l’a porté à la présidence; sa campagne montée avec une éloquence grisante, l’engagement à défendre les libertés civiques et une vive opposition à la guerre en Irak (autant de qualités qui semblaient faire de lui l’antithèse de Georges Bush) avaient en effet envoûté ses partisans et, pour beaucoup, son élection offrait une «rédemption». Les progressistes projetèrent sur lui leurs espoirs et leurs attentes, et les conservateurs leur pires craintes<sup>12</sup>. En raison de ses origines, notamment avec un père kenyan, et de son slogan de campagne “l’audace de l’espoir”, certains Africains ont cru venu le temps d’une politique africaine plus volontariste, audacieuse, moins déclarative et porteuse d’un développement structurel pour le continent, d’autant que ses objectifs pour l’Afrique étaient incitatifs : aide en matière de sécurité, condition du développement ; promotion du libéralisme politique ; bonne gouvernance,

singulière”, in *Recherches Internationales*, n° 85, janvier-mars 2009, pp.90-100.

9. Alexandra De Hoop Scheffer, “La politique étrangère de l’administration Obama : la quête d’un nouvel équilibre entre réalisme et internationalisme”, in *Annuaire Français de Relations Internationales*, Vol X, 2009, pp.1-18.

10. Ibid.

11. Nicolas van de Walle, Article traduit de l’anglais par Aurélie de Poortère, “La politique africaine d’Obama : de la difficulté d’équilibrer sécurité et développement”, *Politique américaine* 2010/2 (N° 17), p. 65-78.

12. Oliver Stone, Peter Kuznick, *Les crimes cachés des présidents. Une autre histoire de l’Amérique*, Paris, Éditions Saint-Simon, 2014, pp.241-242.

etc<sup>13</sup>. D’ailleurs, Johnnie Carson, secrétaire d’État adjoint aux affaires africaines déclara que l’administration Obama devait porter ses efforts sur 5 domaines d’importance cruciale pour les USA et l’Afrique : renforcer les institutions démocratiques et de bonne gouvernance ; promouvoir un développement économique durable ; améliorer la santé publique ; prévenir et résoudre les conflits internes et externes et traiter des nouvelles menaces globales, notamment le trafic de drogue, le changement climatique, l’exploitation des ressources, les maladies endémiques et la sécurité énergétique sans oublier la lutte contre le terrorisme<sup>14</sup>.

Face à de telles promesses on a cru un instant venu le temps d’un engagement ferme en faveur des questions d’enjeu pour le continent. En clair qu’il était loin de l’observation du géopolitologue français Frédéric Encel, c’est-à-dire « cette volonté de se donner le beau rôle, tordre le bras de ses amis pour mieux triompher en donnant l’impression de... avec pour finalité de perdre un élément tactique pour améliorer une situation stratégique »<sup>15</sup>. Ne dit-on pas souvent qu’en diplomatie une parole vaut acte ? Les chercheurs et leaders d’opinions africains reprenaient à tout vent les propos du nouveau président en début de texte : “L’Afrique n’a pas besoin d’hommes forts, mais d’institutions fortes” ; à la manière d’une formule passe-partout. D’autres reprenaient son slogan “yes we can”, espérant que cette onde de choc se ferait ressentir au-delà des frontières américaines. Un tel son de cloche retentit également à l’aube de son 2e mandat.

En effet, dans une lettre ouverte signée à Paris le 30 juillet 2014 par Annette Yoram Laokolé, Coordinatrice du Conseil National Pour Le Changement et la Démocratie au Tchad (CNCD) Plate-forme de l’opposition tchadienne, Noel Magloire Ndoba, Membre des Assises Nationales du Congo, Nestor Bidadanure, Écrivain, philosophe, membre de la diaspora burundaise (RDBF), Jean Pierre Moulangu du Groupe de Réflexion de Paris, intitulée “Plaidoyer pour une Afrique libre, démocratique et sans exclusion” et adressée à Barack Obama, on peut lire : “Nous pensons que vous êtes un des acteurs politiques dans le monde actuel qui semblent ne pas vouloir sacrifier les droits humains des peuples africains sur l’autel des intérêts mafieux à court terme. C’est pourquoi nous

13. Alain Fogue Tedom, *Géostratégie américaine en Afrique*, 2015, pp.89-93.

14. Johnnie Carson cité par Ann Mezzell, “Changements dans la politique américaine en Afrique Subsaharienne. Une évaluation de prédictions antinomiques”, in *ASPJ Afrique-Francophonie*, 4e trimestre 2010, pp.91-92.

15. Frédéric Encel, *Petites leçons de diplomatie. Ruses et stratagèmes des grands de ce monde à l’usage de tous*, Paris, Éditions Autrement, 2015, pp.17-26.

nous adressons à vous aujourd'hui"<sup>16</sup>. Ces derniers lui demandaient de plaider, lors du sommet USA-Afrique du 5 au 6 août 2014, pour le respect des constitutions ; la sécurité et la défense des droits humains ; la lutte contre les sectarismes identitaires et les inégalités ; de garantir la justice sociale dans la redistribution du revenu national, la transparence dans la gestion des ressources nationales, la vérité, la justice et la réconciliation ; de faire accorder une place plus prépondérante aux oppositions africaines et à la société civile. Barack Obama est présenté comme l'expression des combats "des générations précédentes pour l'égalité entre les humains"<sup>17</sup>. On aurait dit, à les lire, que Barack Obama était un président africain ou même la solution aux divers maux qui minent le continent. Il n'est pas jusqu'aux parlementaires en République Démocratique du Congo (RDC) qui ne se tournèrent vers lui. En effet, dix d'entre eux lui adressèrent en date du 22 mai 2015 une lettre ouverte dont l'objet portait sur la prévention de la montée de l'insécurité et le risque de la montée du terrorisme islamiste dans la région des Grands-Lacs. Cette lettre adressée au président américain était un appel afin qu'il "inscrive de nouveau les Grands-Lacs dans son agenda prioritaire".

Le sommet Afrique-USA tenu au mois d'août 2014 était aussi l'occasion pour la Maison Blanche de "renforcer les liens avec l'une des régions les plus dynamiques du monde, et pour l'Amérique de convenir avec les dirigeants africains d'un cadre de coopération en matière de commerce, d'investissement, d'engagement vers la sécurité et la gouvernance démocratique"<sup>18</sup>. Barack Obama à l'occasion affirme : "je veux être sûr que les USA soient votre partenaire et ami tout au long du chemin"<sup>19</sup>.

Plus d'un auteur, sans oublier les journalistes, a repris à son compte la déclaration de Barack Obama devant les parlementaires ghanéens le 11 juillet 2009 : "comme je l'ai dit au Caire, chaque nation façonne la démocratie à sa manière, conformément à des traditions... L'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, mais d'institutions fortes". Chacun peut y aller de sa propre interprétation. Si l'Afrique doit façonner la démocratie à sa manière, on peut affirmer que les institutions

16. Lettre ouverte signée à Paris le 30/07/2014 par Annette Yoram Laokolé, Noël Magloire Ndoba, Nestor Bidadane, Jean-Pierre Moulangu, tous membres de la société civile africaine, intitulée "Plaidoyer pour une Afrique libre, démocratique et sans exclusion".

17. Ibid.

18. Mamadou Bamba, *Les menaces émergentes à la paix et à la sécurité en Afrique de l'Ouest et du Centre : de 1990 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2015, pp.71-72.

19. Barack Obama cité par Mamadou Bamba, *Les menaces émergentes*, 2015, pp.71-72.

africaines et ailleurs ont été bâties avec des hommes forts (Napoléon en France, Pierre Le Grand en Russie, Georges Washington aux USA, De Gaulle, etc.). Les présidents en France et aux USA ont souvent eu recours à des mesures exceptionnelles pour faire passer des textes lorsque la représentation nationale y était hostile.

Beaucoup d'analystes politiques et d'« experts » sur l'Afrique ont même soutenu que l'approche d'Obama à l'égard de l'Afrique subsaharienne serait plus active et plus complète que celle de ses prédécesseurs, et que ses origines kenyanes l'amèneraient à chercher des liens étroits avec le continent. Un enthousiasme renforcé par la décision du président de s'entourer d'experts sur l'Afrique notamment avec la nomination de Susan Rice comme ambassadrice aux Nations Unies, l'influence donnée au vice-secrétaire d'État Johnnie Carson, etc.<sup>20</sup>. La première, assistante spéciale du président Clinton et directrice sénior des affaires africaines de 1995 à 1997 est nommée secrétaire d'État adjointe aux affaires africaines en 1997. Elle connaît bien les dossiers du continent. Le second a été ambassadeur des États-Unis au Nigéria (1969-1971), au Mozambique (1975-1978), en Ouganda (1991-1994), au Zimbabwe (1995-1997) et au Kenya (1999-2003) sans oublier son implication dans les multiples dossiers du continent. Il a donc le profil du poste et la connaissance du terrain bien qu'il ait plus travaillé dans les pays d'expression anglaise.

Au-delà du discours, il faut relever que de nombreux faits poussaient à l'optimisme : en juin 2009 et durant son discours au Caire, Barack Obama expliqua être "venu chercher un nouveau départ entre les musulmans et les États-Unis, et mettre un terme au cycle de la méfiance et de la discorde". Dès les premiers mois et à travers ses premiers voyages, il semblait accorder au continent d'origine de son père une place de choix. Comme signe encourageants, son voyage éclair au Ghana en juillet 2009, six mois à peine après son entrée en fonction ; un autre quelques semaines plus tard du 4 au 14 août de sa secrétaire d'État Hilary Clinton qui lui permit de sillonner le Kenya, l'Afrique du Sud, l'Angola, la RDC, le Nigéria et le Cap-Vert. Déjà Sénateur, Obama L'Africain fit un périple en Afrique notamment au Kenya en 1987, 1995 et 2007, tel un retour du fils prodige. Il va mettre à profit le symbole d'africanité car un Barack Africain est bien plus acceptable qu'un Obama du ghetto<sup>21</sup>. Tout compte fait, ça et là on apprécia le franc-parler de la nouvelle

20. Ann Mezzell, "Changements dans la politique américaine en Afrique Subsaharienne", 2010, pp.82-83.

21. Sylvie Laurent, "Barack Obama : De l'Afrique en Amérique", [http://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20080418\\_obama.pdf](http://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20080418_obama.pdf)

équipe. Lorenzo Morris, professeur à l'université de Harvard et spécialiste de l'Afrique considère même que Barack Obama éprouve infiniment plus de respect que son prédécesseur pour les institutions africaines (en l'occurrence l'Union Africaine et les organisations sous-régionales), que ce dernier n'a pas insulté l'histoire africaine comme le président français Nicolas Sarkozy s'était permis de le faire<sup>22</sup>. À côté de l'AGOA (Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique)<sup>23</sup>, le *Millenium Challenge Account* (Fonds de développement bilatéral annoncé par l'administration Bush en 2002 et créée en janvier 2004), et enfin le plan de lutte contre le SIDA mis en place par ses prédécesseurs Bill Clinton et Georges Bush, qui sont conservés, Washington entend désormais, grâce à son expertise, aider ses partenaires africains à édifier un système de santé digne de ce nom et surtout renforcer la chaîne agricole, vitale pour les millions d'Africains<sup>24</sup>.

Dans la foulée, Barack Obama annonça en juin 2013 l'initiative baptisée "Power Africa", de 7 milliards de dollars sur 5 ans pour permettre à environ 50 millions d'Africains d'accéder à l'électricité. Elle vise à installer 30 000 mégawatts de capacités électriques en Afrique subsaharienne. Le 5 août, il martela que ce plan, requalifié par certains de Plan Marshall électrique, serait financé à hauteur de 26 milliards contre les 7 milliards prévus initialement. Du 4 au 6 août 2014, se tint le sommet USA-Afrique à l'occasion duquel tous les chefs d'États africains (à l'exception de ceux de l'Érythrée, de la République centrafricaine, du Soudan, du Zimbabwe jugés infréquentables) étaient invités sur le sol américain afin de discuter des relations entre les USA et l'Afrique. L'objectif principal était de bâtir des relations reposant sur des intérêts communs, le tout dans un respect mutuel, autour de la coopération économique et des échanges commerciaux, mais aussi de la démocratie et de la sécurité<sup>25</sup>. Le sommet s'acheva avec la promesse du président américain de débours

22. Valentin Hodonou, "Barack Obama et l'Afrique. Sous le signe de la rupture", in *Continental*, no 86, novembre 2009, pp.32-34.

23. Le président américain Barack Obama a signé le 29 juin 2015 le renouvellement jusqu'en 2025 de l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA). Cette loi américaine adoptée en 2000 exempte de droits de douanes un ensemble de produits en provenance d'Afrique subsaharienne. Elle s'inspire des accords ACP. Elle arrivait à expiration en septembre 2015. Sa prorogation a été autorisée à une très large majorité par le Sénat et la Chambre des représentants américains.

24. Valentin Hodonou, *Continental*, pp.33-34.

25. Jean-Baptiste Harelimana, "Sommet États-Unis/Afrique : financer les infrastructures énergétiques en Afrique pour soutenir l'émergence africaine", *Note d'analyse*, Institut Afrique Monde, novembre 2014, p.8.

33 milliards de dollars pour stimuler l'investissement public et privé sur le continent. Les chefs d'État africains ont saisi l'occasion pour plaider spécifiquement pour la reconduction de l'AGOA. La première phase de l'initiative *Power Africa* concerne six pays : l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Nigéria, le Libéria et la Tanzanie<sup>26</sup>. Son aspect multilatéral annoncé laisse toutefois sceptique, aucun pays francophone n'étant concerné par cette phase.

## II- LES ENJEUX ET LES INTÉRÊTS AMÉRICAINS EN AFRIQUE OU LE DÉNI DES DROITS DE L'HOMME

Dans la vie internationale, il existe des constantes. Parmi elles, la volonté de chaque État d'accroître sa puissance sous le couvert de défendre ses intérêts. Rarissimes sont par ailleurs les régimes politiques fanatiques qui se dispensent également d'activité diplomatique, ne serait-ce que pour masquer leurs noirs desseins derrière les propos et costumes rassurants de leurs représentants à l'étranger<sup>27</sup>. Au fond, la diplomatie consiste à inverser le brillant postulat du stratège prussien Carl Von Clausewitz disant que "la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens"<sup>28</sup>. Pour revenir aux USA, remarquons que ce pays a utilisé à son profit de telles approches. Le contexte actuel est marqué par un redéploiement des USA en Asie du Sud-Est face à l'expansion économique de la Chine, n'hésitant pas à conclure des alliances contre-nature<sup>29</sup>. Cette nouvelle

26. Ibid, p.10.

27. Frédéric Encel, *Petites leçons de diplomatie*, 2015, pp.10-11.

28. Ibid.

29. En effet, dans les années 80, les USA avaient étroitement travaillé avec le renseignement Pakistanais (l'ISI), la direction pour le renseignement interservices, à la formation des Moudjahidines luttant contre les Soviétiques en Afghanistan. À cette période on les appelait les "Freedom Fighters" (les combattants de la liberté). Ainsi, les USA fermèrent les yeux sur le programme nucléaire Pakistanais. Ils s'investissent davantage dans la région Asie-Pacifique c'est-à-dire des Philippines à l'Australie, tissent de nouveaux liens avec les États de la région notamment l'Inde dont les sanctions de 1998 à la suite des essais nucléaires ont rapidement été abandonnées ; la vente d'une quarantaine d'avions furtifs américains au Japon pour un montant oscillant entre 6 et 8 milliards de dollars ; la vente d'armes à Taiwan en deux années pour 12.2 milliards ; la rencontre avec le Dalaï-Lama. En réalité, le développement de la nouvelle stratégie pour l'Asie (*The AirSea Battle Concept*), le concept de guerre Air-Mer, est conçu pour coordonner les forces navales et aériennes américaines pour contrer la capacité croissante de la Chine à désorganiser les systèmes d'armes high-tech de communication en cas de conflit. Pour plus de détails, lire Oliver Stone, Peter Kuznick, *Les crimes cachés des présidents*, 2014, pp.250-263.

perspective répond à une inquiétude grandissante aux USA dans les milieux du renseignement. Michael Pillsbury, consultant au Département de la Défense, appelle le gouvernement américain à implémenter une nouvelle stratégie plus compétitive vis-à-vis de la Chine telle qu'elle est et non tel que l'on voudrait qu'elle soit. C'est, selon lui, une question de sécurité nationale<sup>30</sup>.

Ce rappel de quelques enjeux passés et actuels nous permet de retenir une chose : c'est que si la connaissance des acteurs est indispensable à l'interprétation de la politique étrangère d'un État, celle-ci restera lacunaire si elle méconnaît les traditions politiques dont elle s'inspire. Pour les USA, il s'agit de l'isolationnisme, du réalisme et du messianisme<sup>31</sup>. Ceci revient à dire que les Africains dans leur appréciation de l'impact de l'élection de Barack Obama pour le continent ont fait montre de beaucoup naïveté. En réalité, Barack Obama aux USA, comme partout ailleurs, doit faire face à de nombreuses contraintes car un président, aussi puissant soit-il, demeure un acteur dans un système qui a ses traditions, ses intérêts, ses codes, ses routines et donc son inertie. Et en cela, à en croire Zaki Laïdi, les USA sont un appareil d'État que contrôlent d'innombrables bureaucraties puissamment organisées et jalouses de leurs prérogatives : le département de la Défense, le département d'État, les 17 agences de renseignement, les très nombreux lobbies économiques et ethniques dont certains exercent une influence considérable sur la politique étrangère<sup>32</sup>. On serait tenté de croire que le président américain n'a aucune marge de manœuvre et là une question surgit d'un trait : que serait devenue la démocratie ? L'influence grandissante des agences aux États-Unis laisse peu de manœuvre au président surtout lorsque ce dernier ne contrôle pas le Congrès (Chambre des représentants et Sénat). La démocratie américaine serait-elle devenue autre chose que la souveraineté du peuple qui porte les hommes au pouvoir, un clanisme

30. D'ailleurs, Michael Pillsbury rappelle que depuis plus de 40 ans, les USA ont joué un rôle indispensable, aidant de ce fait le gouvernement chinois à bâtir une économie forte, à développer ses possibilités notamment les potentialités scientifiques et militaires ; l'érigeant de fait au rang de puissance mondiale avec l'espoir que cette émergence de la Chine entraînerait plus de coopération, de diplomatie et de liberté de commerce. Pourtant, conclut-il, le rêve de la Chine est de remplacer les USA, au même titre qu'ils ont remplacé l'empire britannique, sans affrontement militaire, et ce dès 2049 date marquant la célébration du centenaire de la naissance de la République Populaire. Pour plus, cf Michael Pillsbury, *The Hundred year Marathon. China's secret strategy to replace America as a global superpower*, New-York, Henry Holt and Company, 2015, 319p.

31. Zaki Laïdi, *Le monde selon Obama*, 2010, p.69.

32. Ibid, p.11.

ou une affaire de réseaux pour que l'on donne des leçons en la matière à l'Afrique ?

Ceci est davantage renforcé par une image qui a fait le tour des réseaux sociaux à la suite de la vague de tueries orchestrée par les policiers sur des noirs. L'image de l'interview d'un président (Obama en l'occurrence), en plein sommet de l'OTAN en Pologne le 9 juillet 2016, brutalement interrompue par un journaliste juste au moment où il abordait de façon critique les questions raciales. Face à un tel dispositif on est en bon droit de s'interroger sur les options qui s'offrent à lui : doit-il gérer l'héritage, c'est-à-dire ce messianisme teinté d'un esprit de croisade avec en toile de fond l'exportation de la démocratie avec recours à la force ? Ou la défense des droits de l'Homme ? Une chose est claire, c'est que la conduite des États obéit à des dynamiques fortes et lentes qui dépassent largement les intentions de ceux qui les dirigent et c'est sans doute la raison pour laquelle Zaki Laïdi affirme que les relations internationales sont faites d'impondérables et d'imprévus qui peuvent changer le visage d'une politique<sup>33</sup>.

Pour revenir au cas de l'Afrique, il faut dire que sur le plan économique et stratégique, les luttes des puissances étrangères pour la possession des marchés captifs ou pour s'approvisionner en ressources stratégiques n'ont pas disparu avec la fin du communisme, mais ce sont plutôt exacerbées. Le Camerounais Alain Fogue, enseignant en relations internationales et stratégiques, remarque d'ailleurs que l'élément structurant dans l'évolution diplomatique en ce 21<sup>e</sup> siècle est sans conteste la libre concurrence diplomatique et économique entre les acteurs étatiques les plus influents sur la scène internationale<sup>34</sup>. En Afrique, elle se caractérise par l'opposition entre l'Ancien monde, le Nouveau monde, l'Empire du milieu et quelques puissances émergentes de l'Amérique et de l'Asie du Sud (Brésil, Japon, Pakistan, Inde) pour le contrôle des richesses<sup>35</sup>. Face à cette situation, et au vu des attentats du 11 septembre 2001 qui ont permis aux USA de se rendre compte des risques d'une plus grande dépendance aux hydrocarbures du Moyen-Orient, les USA ont entrepris une reconfiguration de leur politique énergétique avec par conséquent un nouveau statut géostratégique

33. Ibid, p. 13.

34. Alain Fogue Tedom, *Géostratégie américaine en Afrique*, 2015, pp. 13-15.

35. Sur les nouveaux enjeux liés à la présence des pays émergents en Afrique, cf *Passerelles, Analyses et informations sur le commerce et le développement durable en Afrique*, vol. 14, numéro 4, septembre 2013, 28p. "Les enjeux de la présence chinoise en Afrique"; H. Shinn, "Les États-Unis reconsidèrent les relations sino-africaines", *Outre-Terre* 2011/4 (n° 30), p. 273-281.

pour l'Afrique<sup>36</sup>. Anticipant sur l'extension en Afrique des menaces terroristes, les principales puissances qui y sont en compétition ont fait de la lutte contre le terrorisme un objectif stratégique majeur, eu égard de la faible capacité opérationnelle des armées africaines. Pour les USA, il était temps de mettre un terme au patronage exclusif des alliés sur le continent construit pendant la colonisation et la Guerre froide. Le Sahel, rebaptisé le nouvel Afghanistan, apparaît vital pour eux en tant que nouveau front dans la guerre globale contre le terrorisme<sup>37</sup>.

Dans les faits, l'Afrique devient un enjeu majeur<sup>38</sup>. Raison pour laquelle Africom est créé comme 6e commandement régional. En effet, le 7 février 2007, le président américain George W. Bush a créé le commandement militaire américain pour l'Afrique AFRICOM (United States Africa Command). Toutefois, c'est seulement en octobre 2007, soit huit mois après que cette structure entre officiellement en fonction. À titre de rappel, notons que le plan de commandement unifié, qui a reçu la signature du président américain le 1<sup>er</sup> mars 2005, reconnaît les cinq commandements géographiques suivants : le commandement des États-Unis dans le Nord (NORTHCOM) ; le commandement des États-Unis dans le Sud (SOUTHCOM) ; le commandement des États-Unis en Europe (EUCOM) ; le commandement central des États-Unis (CENTCOM) ; le commandement des États-Unis dans le Pacifique (PACOM) auxquels s'ajoute AFRICOM qui a pour mission la coordination des relations militaires entre les États-Unis et tous les États africains, à l'exception de l'Égypte. En raison de sa situation géostratégique particulière, ce pays demeure dans le giron du com-

36. Alain Fogue Tedom, *Géostratégie américaine en Afrique*, 2015, pp.13-15.

37. Yahia H. Zoubir, "Les États-Unis et L'Algérie : antagonisme, pragmatisme et coopération", *Maghreb - Machrek* 2009/2 (N° 200), p. 71-90.

38. Dès sa prise de fonction au début de l'année 2001, George W. Bush réaffirme le combat géopolitique et géostratégique de son pays en Afrique en déclarant : "Nous, les Américains, souhaitons être davantage que des spectateurs des progrès en cours en Afrique". C'est ainsi que l'African Oil Policy Initiative Group (AOPIG), un groupe d'initiative sur le pétrole africain, est constitué. Ses travaux débouchent sur la publication d'un livre blanc intitulé, *African Oil, A priority for US National Security & African development*. On y met en garde Washington de continuer à importer le pétrole du Moyen Orient au risque de financer le terrorisme. Mais il y est expressément prescrit au gouvernement de faire du Golfe de Guinée une zone d'importance stratégique pour le pays. Pour plus de détails, Cf A. Fogue Tedom, "AFRICOM : Le commandement militaire américain pour l'Afrique", Diploweb.com, *La revue de géopolitique*, 21 novembre 2011, <http://www.diploweb.com/AFRICOM-Le-commandement-militaire.html>

mandement Central américain<sup>39</sup>. Les axes principaux pour AFRICOM sont la guerre contre le terrorisme et la sécurité des approvisionnements énergétiques. Il couvre les zones sensibles notamment la Corne de l'Afrique, l'Afrique Australe avec ses métaux rares, le Golfe de Guinée et le Sahel<sup>40</sup>. En 2013, Africom, commandement militaire américain pour l'Afrique a mené en Afrique 55 opérations, 10 exercices et 481 activités de coopération dans le domaine sécuritaire selon le commandant d'Africom, le général Rodriguez, devant le Congrès en mars 2014. L'enjeu étant de bien distinguer les menaces contre les intérêts américains et les menaces contre les alliés des USA, afin de déterminer la hiérarchie des priorités. Il s'agit notamment de la protection des personnels et intérêts américains en Afrique de l'Est, de la lutte contre la piraterie dans l'océan Indien et le golfe d'Aden, le Sahara et les groupes djihadistes qui s'y activent, la stabilité du golfe de Guinée, etc.<sup>41</sup>. La lutte contre le terrorisme va d'ailleurs alimenter les antagonismes entre les USA et certains pays africains notamment l'Algérie qui coopèrent mais refusent d'accueillir Africom<sup>42</sup>.

Par ailleurs, il est clair que la nouvelle offensive américaine sur le continent comporte non seulement une charpente sécuritaire sans laquelle la transformation de l'espace africain au mieux de ses intérêts n'est possible (surtout que ces intérêts sont contestés et menacés), mais aussi il s'agit de rechercher des alliés de revers et de tirer un avantage comparatif du pétrole du Golfe de Guinée<sup>43</sup>. Seulement, le discours officiel d'Obama met l'accent sur les valeurs estompant volontairement les intérêts stratégiques qui pourtant jouent un rôle moteur dans leur engagement sur le continent.

Le rôle messianique n'est pas en reste. Les remarques de Robert Kagan, politologue américain et chef de file des néo-conservateurs, resituent les enjeux. Pour ce dernier en effet, si l'Amérique devait réduire son rôle de leader mondial afin de se concentrer sur ses problèmes intérieurs, le monde assisterait à une résurgence des conflits entre les nations, au retrait de la démocratie (dans un contexte marqué par le retour de Poutine et l'approche chinoise) ; et l'affaiblisse-

39. Alain Fogue Tedom, "AFRICOM : Le commandement militaire", 21 novembre 2011.

40. Michel Rogalski, "Afrique/États-Unis : une relation singulière", in *Recherches Internationales*, n° 85, janvier-mars 2009, pp.89-101.

41. Ann Mezzell, "Changements dans la politique américaine en Afrique Subsaharienne", 2010, pp.83-84.

42. Yahia H. Zoubir, "Les États-Unis et L'Algérie : antagonisme, pragmatisme et coopération", *Maghreb - Machrek* 2009/2 (N° 200), p. 71-90.

43. Alain Fogue Tedom, *Géostratégie américaine en Afrique*, 2015, pp.59-86.



ment du libre échange mondial créé et soutenu par les USA depuis plus de 70 ans. Il va même plus loin en comparant la situation à la chute de l'empire romain et à l'écroulement de l'ordre européen qui entraînent la Première Guerre mondiale<sup>44</sup>.

À défaut de s'en occuper directement, la sous-traitance est également envisagée. Loin de l'idée selon laquelle seul l'intérêt humanitaire pousserait les USA à régler les conflits régionaux dans la Région des Grands Lacs. Surtout que pour Nicole Vilboux, docteure en Science politique et consultante indépendante, elle présenterait peu d'intérêts économiques et serait périphérique par rapport aux enjeux de sécurité principaux<sup>45</sup>. En réalité, on ne saurait séparer la situation en RDC plus particulièrement dans les provinces du Kivu, les exactions de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) en Ouganda et les violences communautaires en RCA de l'exploitation des métaux précieux notamment l'or, le diamant, le coltan, etc.

À côté de cela, et presque un an après son élection, plus précisément le 22 septembre 2009, le président Obama organisa, en marge de l'assemblée générale de l'ONU, un déjeuner de travail avec 25 chefs d'État africains et du président de la Commission de l'Union Africaine, Jean Ping. Si l'essentiel de sa brève intervention était axée sur trois priorités à savoir : la création d'emplois pour les jeunes, le développement du commerce et des investissements, le renforcement du secteur agricole, un extrait de son allocution précise clairement les enjeux. Il dit en effet : "Une Afrique prospère et en paix est vitale du point de vue des intérêts des USA et du reste du monde"<sup>46</sup>. Il est conscient que les critiques politiques, en particulier dans des pays africains où les dirigeants sont au pouvoir depuis plusieurs décennies, sont nuisibles pour les affaires. Il est plus facile d'appliquer des sanctions contre le Zimbabwe qui n'a que très peu de moyens d'acheter des produits américains que contre le Nigeria, l'Angola, l'Algérie, le Tchad, la Guinée équatoriale, qui ont des pétrodollars grâce à leur secteur extractif et qui sont, du point de vue des échanges commerciaux, très profitables<sup>47</sup>. La politique africaine d'Obama va donc légèrement s'adapter à l'approche chinoise sans complètement remettre en cause le discours sur les droits de l'Homme et la démocratie<sup>48</sup>.

44. Robert Kagan, *Them world America made*, New-York, Alfred A. Knopf, 2012, 149 p.

45. Nicole Vilboux, La politique des États-Unis en Afrique Centrale et des Grands-Lacs, Observatoire des Grands-Lacs en Afrique, *Note* No 10, 2014, 27 p.

46. Valentin Hodonou, "Barack Obama et l'Afrique", novembre 2009, p. 32.

47. Benjamin Augé, "Le bassin atlantique : une nouvelle géopolitique des hydrocarbures entre les Amériques et l'Afrique", *Hérodote* 2014/4 (n° 155), p. 22-42.

48. Shinn, H., "Les États-Unis reconsidèrent les relations

### III- LA RÉALITÉ DES FAITS ET LE DISCOURS ANTI-AMÉRICAIN

Il est clair aujourd'hui, et Oliver Stone, producteur américain, et Peter Kuznick, historien américain, l'ont clairement montré : l'accession des USA à l'hégémonie mondiale la plus totale jamais connue a été marquée par d'admirables réussites mais aussi de terribles déceptions. Ce pays a toujours entretenu une certaine confusion concernant son statut impérial en exerçant les pouvoirs et les fonctions d'un empire tout en refusant d'en endosser les attributs<sup>49</sup>. Au même moment, l'élection de Barack Obama a nourri beaucoup d'espoirs et à quelques jours de la passation de pouvoir, on reste dubitatif, l'espoir ayant cédé rapidement la place à la déception. De la séduction, on est passé, au regard de la réalité et du bilan, au malaise. Ce sentiment n'est pas seulement partagé par les Africains. En effet, la réforme de la santé qui devait être la grande initiative de son mandat laisse un bilan mitigé. La législation votée a étendu la couverture sociale aux Américains non assurés tout en garantissant les intérêts des compagnies d'assurances<sup>50</sup>.

Sur le plan extérieur, il faut noter que la présidence d'Obama n'a eu aucun impact sur les dépenses militaires. En réalité, les USA dépensent approximativement la moitié de ce que consacre le monde à la sécurité et à la défense, soit quelque 3 000 milliards de dollars. Zaki Laidi écrit d'ailleurs à ce propos que ces dépenses militaires représentant 4,5 % de son PNB contre 2,4 de moyenne mondiale et 1,9 pour l'Europe<sup>51</sup>. L'augmentation de l'engagement des USA en Asie où l'hégémonie américaine est quelque peu freinée par la Chine et la reconduction de Robert Gates, ancien directeur de la CIA, comme secrétaire à la défense, proche de Bush et ancien directeur de la CIA constituent les garanties de la continuité impériale<sup>52</sup>. Il n'est donc plus surprenant qu'on assiste au refus américain d'une multipolarité organisée, préférant un unilatéralisme qui considère le nombre et la qualité des partenaires en fonction de leur capacité ou de l'idée qu'ils se font de leur capacité à régler les problèmes qui représentent un enjeu pour eux, notamment l'Afghanistan, le règlement du conflit israélo-palestinien, l'Iran, la Corée, la régulation financière, la régulation climatique et commerciale, etc.<sup>53</sup>. De ce point de vue, il est clair que

sino-africaines", *Outre-Terre* 2011/4 (n° 30), p. 273-281.

49. Oliver Stone, Peter Kuznick, *Les crimes cachés des présidents*, 2014, pp. 9-10.

50. Ibid, p.244.

51. Zaki Laidi, *Le monde selon Obama*, 2010, pp.34-35.

52. Oliver Stone, Peter Kuznick, *Les crimes cachés des présidents*, 2014, pp. 247-248.

53. Zaki Laidi, *Le monde selon Obama*, 2010, pp. 255-260.

les USA appliquent aujourd'hui l'une des leçons de Frédéric Encel c'est-à-dire dissimuler ses intentions et faire la guerre pour prétendre obtenir la paix et inversement<sup>54</sup>. Ce dernier constate d'ailleurs que les grands de ce monde emploient la force militaire pour parvenir à un état de paix. À ce propos, il écrit :

Lorsque les voies de recours non violents ne suffisent manifestement pas à atteindre un objectif, on emploie l'usage des armes dans une sorte d'ordalie laïque, une confrontation brutale, coûteuse et sanglante d'où émerge (espère celui qui l'emploie) un nouveau rapport de force favorable, imposant à l'adversaire de céder ou de concéder quelque avantage<sup>55</sup>.

Malheureusement, le cas libyen nous laisse perplexe. En 2011, en effet, bravant l'avis de ses propres conseillers juridiques, Obama affirma qu'en vertu de la loi sur les pouvoirs de guerre, il n'avait pas besoin de l'approbation du Congrès pour poursuivre les activités militaires en Libye au-delà de la limite de 60 jours fixée par la loi, proclamant au passage que l'engagement militaire des USA n'entraîne pas dans la définition légale du mot "hostilités". Il apparaît clairement que le soutien des USA pour favoriser un changement de régime et la mort de Mouamar Kadhafi en Libye, sous prétexte de prévenir de nouvelles atrocités, avait des relents d'hypocrisie quand on se rappelle l'inaction prolongée de la Maison Blanche devant les atrocités perpétrées par les gouvernements de Bahreïn, du Yémen et, ou l'impitoyable répression interne en Arabie Saoudite où les extrémistes wahhabites continuent à financer Al-Qaïda et d'autres groupes djihadistes<sup>56</sup>. La campagne libyenne aurait permis au Vieux Continent de retrouver un rôle d'interlocuteur et d'allié privilégié.

Justin Vaïsse, historien français, relève d'ailleurs qu'au début de l'année 2011, le printemps arabe permet à une Europe reléguée par Obama de s'affirmer une fois de plus comme partenaire important. En effet, son administration prête soudain plus d'attention à l'Europe, cette fois en tant qu'alliée pour intervenir militairement en Libye, ce qu'elle fait à contrecœur<sup>57</sup>. C'est d'ailleurs une administration Obama hésitante, donnant l'impression de se faire forcer la main par David Cameron et surtout par Nicolas Sarkozy, qui intervient contre les forces du colonel Kadhafi, là

où ses intérêts immédiats ne sont pas en jeu. Il note par ailleurs que David Cameron et Nicolas Sarkozy étaient plus proches du sénateur John McCain et du secrétaire à la Défense Robert Gates que du président Barack Obama lui-même<sup>58</sup>. Tout compte fait, il est clair que fidèle à sa politique de "leading from behind", Obama, bien qu'architecte de l'opération, a laissé la France mener le jeu en Libye tout comme au Mali sans engager davantage son pays tout en gardant le leadership de la manœuvre. En effet, si les Européens sont prêts à le faire, à certaines conditions, c'est préférable. C'est l'objet du coup de téléphone du 17 mars 2011 entre Obama, Sarkozy et sans doute Cameron, le jour où la résolution 1973 sur la Libye a été votée à l'ONU. Obama a appelé Sarkozy pour lui dire qu'il était d'accord pour y aller à condition que les États-Unis se retirent après quelques opérations. Obama assure qu'il fournira un soutien, mais c'est aux Européens de faire le travail<sup>59</sup>. Le leadership franco-britannique en Libye lors des opérations est avant tout perçu comme un avantage par l'Administration Obama, qui souhaite éviter à tout prix de faire de cette intervention une *Obama's war*, en plus de l'Irak et de l'Afghanistan<sup>60</sup>. D'ailleurs, son administration a repoussé le discours du 19 mai 2011, de semaine en semaine, tout simplement parce que la politique qu'elle menait en Égypte ou en Libye n'était pas possible en Syrie ou à Bahreïn. C'était une politique d'une très grande hypocrisie, tout simplement parce qu'elle était logique. Il était suicidaire de pousser Bahreïn à accepter les réformes, cela aurait eu des répercussions négatives trop grandes sur les intérêts américains, la Ve flotte<sup>61</sup>, créée dans les années 1990 et chargée des forces navales au Moyen-

58. Justin Vaïsse, "États-Unis : la puissance et la faiblesse, dix ans après", *Commentaire* 2012/4 (Numéro 140), pp. 981-990.

59. Frédérick Douzet, Justin Vaïsse, "Obama, le président du pivot", *Hérodote* 2013/2 (n° 149), p. 7-21.

60. Alexandra de Hoop Scheffer, "Chapitre 1. Obama et la guerre", in Olivier Richomme *et al.*, *Le bilan d'Obama*, Presses de Sciences Po, 2012, p. 50.

61. La Cinquième flotte des États-Unis (*United States Fifth Fleet*) est une flotte de l'[US Navy](#). Elle a été créée le 26 avril 1944. Elle est supprimée en janvier 1947. Dans les années 1990, à la suite de la [guerre du Golfe](#), l'état major a décidé de créer une flotte chargée des forces navales au [Moyen-Orient](#), charge qui incombait auparavant à la [VIII<sup>e</sup> flotte](#) qui était en plus chargée de l'[océan Indien](#) et du Pacifique Ouest. Elle est donc recrée le 1<sup>er</sup> juillet 1995. Son quartier général (*NSA Bahrain*) se trouve à [Manama](#), au [Bahreïn](#). Le [soulèvement bahreïni de 2011](#) aurait conduit le commandement américain à envisager d'implanter le quartier général de la flotte dans un pays plus stable, le [Qatar](#) ou les [Émirats arabes unis](#). La V<sup>e</sup> flotte opère sous l'autorité du [CENTCOM](#).

54. Frédéric Encel, *Petites leçons de diplomatie*, 2015, p. 65.

55. Ibid.

56. Oliver Stone, Peter Kuznick, *Les crimes cachés des présidents*, 2014, pp. 248-260.

57. Justin Vaïsse, "Chapitre 3. L'Europe reléguée d'Obama", in Olivier Richomme *et al.*, *Le bilan d'Obama*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, pp. 93-108.

Orient. Dès que l'on touche aux monarchies du Golfe et à l'Arabie saoudite, cela devient très compliqué. Pour l'Égypte, c'était déjà prendre un grand risque, mais dans le cas de Bahreïn le risque était d'une tout autre ampleur. Il n'était clairement pas envisageable d'intervenir alors qu'en Libye et en Égypte c'était du domaine du possible ; Obama l'avait bien senti. Après avoir créé des groupes de travail sur l'Égypte au cours de l'année 2010. Dès le 29 janvier 2010, il prévient le président égyptien Hosni Moubarack qu'il fallait penser aux conditions d'une transition ; puis, autour du 10 février, il le pousse dehors, en se mettant en accord avec les chefs de l'état-major militaire<sup>62</sup>.

Les risques et répercussions d'une telle aventure en Libye et même sur la construction de l'unité africaine étaient bien connus, mais il était question de réinsérer le pays dans la sphère d'influence occidentale<sup>63</sup>. Le pays était également appelé à être un des éléments moteurs d'une Union pour la Méditerranée réformée ou toute autre structure de coopération qui pourrait lui succéder<sup>64</sup>. Il faut noter également que la position américaine a évolué de la "responsabilité de protéger" les civils libyens vers une politique de plus en plus explicite de *regime change* coercitif<sup>65</sup>.

Cet empressement à condamner certains régimes et cette hésitation à critiquer d'autres en fonction du moment et des zones géographiques cache mal le fait selon lequel aux USA, on observe une permanence de l'intérêt national, qui n'est ni républicain ni démocrate. Ainsi, force est de relever que le pragmatisme de la gouvernance et le poids des enjeux géostratégiques nationaux structurent la politique africaine des USA. Il suffit d'observer sur la longue durée comment les USA se sont accommodés de la "tropicalisation de la démocratie", c'est-à-dire en s'y référant en cas de besoin et l'ignorant lorsque nécessaire<sup>66</sup>. D'ailleurs, note Benjamin Augé, chercheur associé à l'Institut Français de Relations Internationales, la diplomatie américaine

62. Frédéric Douzet, Justin Vaïsse, "Obama, le président du pivot", *Hérodote* 2013/2 (n° 149), pp. 13-14.

63. Lire à ce sujet Jean-François Daguzan, Jean-Yves Moissoner, "La Libye après Kadhafi : essai de prospective géopolitique du conflit libyen", *Hérodote* 2011/3 (n° 142), p. 78-97.

64. Ibid.

65. Pour les détails de l'ambiguïté américaine autour de l'opération, lire Alexandra de Hoop Scheffer, "Chapitre 1. Obama et la guerre", in Olivier Richomme *et al.*, *Le bilan d'Obama*, Presses de Sciences Po, 2012, p.27-61.

66. À ce sujet, lire Yahia H. Zoubir, "Les États-Unis et le Maghreb : primauté de la sécurité et marginalité de la démocratie", *L'Année du Maghreb* [En ligne], II | 2005-2006, mis en ligne le 8 juillet 2010, consulté le 24 décembre 2016. URL : <http://anneemaghreb.revues.org/169> ; DOI : 10.4000/anneemaghreb.169

s'adapte aux différents régimes sur le continent<sup>67</sup>. En réalité, à peine clamée, la volonté d'ouverture lancée par Bill Clinton, s'est rétrécie avec la proclamation de la thèse de l'indigénisation de la démocratie et le soutien aux régimes contestables si ce n'est l'appui aux mouvements rebelles. On se souvient encore de leur appui multiforme, souvent via le Rwanda à Laurent Désiré Kabila, leader de l'Alliance des Forces pour la Libération du Congo Zaïre (AFDL) qui lui permit de renverser le Maréchal Mobutu. Celui-là même qui, en 1965, était arrivé au pouvoir grâce à la CIA et la Sûreté belge comme maillon essentiel de la lutte contre le communisme en Afrique subsaharienne<sup>68</sup>.

De fait, pendant la guerre froide et particulièrement dans les années 1960-70, les USA ont établi les relations avec les leaders africains, dans la peur que le retrait de l'Europe du continent ne laisse une vacance du pouvoir dans laquelle les forces antioccidentales pourraient prospérer. Dans la Corne de l'Afrique par exemple, ils ont soutenu Hailé Sélassié, dernier empereur d'Éthiopie, pour contrer le soutien de Moscou à Saïd Barré de Somalie. Avec la dislocation de l'Union soviétique, ils ont suspendu leur soutien à des États comme le Soudan, la Somalie et le Kenya, sont restés silencieux face au génocide rwandais de 1994<sup>69</sup>.

Comme autre élément du bilan d'Obama en Afrique, et à en croire la politologue Ann Mezzell, certains relèvent que son budget de 2010 fournit des indications importantes : la sollicitation d'une augmentation de 63 % (soit 550 millions de dollars supplémentaires) pour le Millenium Challenge Corporation dont plus de la moitié des bénéficiaires sont des États africains ; demande de crédits supplémentaires pour le programme de financement des forces armées étrangères qui octroie des prêts pour l'achat d'armes et de matériel militaire ; 25,6 millions de dollars pour la vente d'armes à l'Afrique ; demande de crédits pour les programmes de contre-terrorisme et proposition d'une augmentation du budget ; autorisation de l'utilisation de la force contre les pirates somaliens en mai 2009 ; accélération des plans traitant des problèmes de l'insurrection au Mali avec le déploiement de 300 soldats des forces spéciales pour

67. Benjamin Augé, "Le bassin atlantique : une nouvelle géopolitique des hydrocarbures entre les Amériques et l'Afrique", *Hérodote* 2014/4 (n° 155), p.29-31.

68. C'est à partir du Zaïre, aujourd'hui RDC, durant les années 1960-1980 qu'ils menèrent des campagnes de déstabilisation anticommunistes contre la Tanzanie, l'Angola, la Zambie, le Soudan. Pour plus de détails, lire Alain Fogue Tedom, *Géostratégie américaine en Afrique*, 2015, pp. 22-49.

69. Ann Mezzell, "Changements dans la politique américaine", 2010, p.83.

former les forces gouvernementales aux techniques de contre-insurrection<sup>70</sup>. Autant de faits qui auraient pu laisser croire à un véritable changement de cap. Pourtant, à en croire Jennifer G. Cooke, le premier mandat d'Obama déçut clairement les attentes : peu d'initiatives, peu d'idées, peu de financements furent consacrés à l'Afrique<sup>71</sup>. D'où un sentiment de stagnation. Mo Ibrahim, éminent homme d'affaires soudanais et philanthrope, au cours d'un dîner à Washington déclarait : "Ce à quoi nous assistons aujourd'hui, c'est à un retrait progressif mais continu des États-Unis en Afrique. Pour nous c'est d'autant plus déconcertant que cela se passe alors même qu'un fils de notre continent est à la Maison Blanche"<sup>72</sup>. Malgré la couverture médiatique du voyage au Ghana en juillet 2009 et l'appréciation du discours sur la gouvernance et le renforcement des institutions, la concrétisation de ces principes par et dans les politiques américaines ne fut jamais clarifiée. Sans oublier les partenariats de sécurité conclus avec les états notamment l'Ouganda qui minèrent la crédibilité du discours<sup>73</sup>.

Pour sa part, le Camerounais Jean-Paul Pougala, économiste de formation et enseignant de géostratégie africaine, dans sa lettre ouverte datée du 25 juin 2011 au président Obama sur sa guerre en Libye, ne manque pas de lister les nombreux motifs d'espoir liés à son élection, avant de conclure par un constat amer : les maladresses d'Obama sur l'Afrique regardées par les Africains avec beaucoup de tolérance et d'indulgence ; transformées en fautes politiques et puis en humiliations pour finir en agression pure et simple<sup>74</sup>. Bien plus, dans sa leçon de géostratégie Africaine no 57, il se demandait d'ailleurs si Mandela n'avait pas fait le mort pour ne pas rencontrer Obama. En effet, "ce fils Noir d'Afrique devenu l'un des pires prédateurs du continent : pour preuve, de la Côte-d'Ivoire à la division du Soudan en passant par la Libye pour la transformer en foyer du djihadisme"<sup>75</sup>.

Ainsi, sous le couvert d'une approche civilo-militaire, l'attaque du consulat américain de Benghazi en septembre 2012 a été vite récupérée ; ce afin de faire d'Africom un véritable commandement militaire opé-

rationnel<sup>76</sup>. Cette attaque, curieuse d'ailleurs (comme par enchantement) a imposé parmi les priorités d'Africom une nouvelle mission d'interventions d'urgence. Elle s'est traduite par de nouvelles initiatives dont la mise en place de forces d'intervention d'urgence de *Marines* et la création d'un commandement pour les interventions d'urgence en octobre 2012. Ce *Commanders In-Extremis Force* (CIF) pour Africom est composé de 3 brigades établies dans 3 lieux stratégiques (Djibouti, Moron en Espagne, et 3 en Afrique de l'Ouest non communiqué)<sup>77</sup>. Par ailleurs, Africom représente l'aboutissement du retour direct des États-Unis sur un continent délaissé depuis quinze ans, dans un contexte de lutte contre le terrorisme, de recherche de nouveaux approvisionnements énergétiques, de concurrence de la Chine. Les secteurs d'enjeu sont le sahel, le golfe de Guinée et la corne de l'Afrique<sup>78</sup>.

Par ailleurs, le conseil mondial de la diaspora panafricaine, association humanitaire de solidarité et de coopération avec siège à Paris déclarée le 8 novembre 2000, dans sa lettre de félicitations, signée à Paris et datée du 7 novembre 2012, à l'occasion de la réélection d'Obama n'a pas manqué de rappeler au locataire de la Maison Blanche que les peuples d'Afrique étaient en baisse d'enthousiasme par rapport aux dernières interventions des USA qui ont perpétré des assassinats de grandes figures historiques notamment celui du guide libyen Khadafi, le renversement et l'emprisonnement du président Laurent Gbagbo avec le soutien de l'OTAN. Il espérait par là même une reconsidération de sa politique africaine pour son dernier mandat. Aussi, le financement de l'initiative *Power Africa* laisse dubitatif en ce sens qu'il constitue une nouvelle source d'endettement. En effet, la part américaine ne représente qu'une fraction. La Banque Mondiale s'étant engagée à hauteur de 8,3 milliards, la Banque Africaine de Développement de 3 milliards, le gouvernement suédois d'un milliard, le secteur privé américain de 6 milliards<sup>79</sup>.

76. Il est d'autant plus étonnant que les USA aient attendu les attentats du 11 septembre 2001 pour se déployer en direction de l'Afrique et utiliser le prétexte de la lutte contre le terrorisme pour défendre/garantir leurs intérêts et répondre à la présence chinoise. Surtout que bien avant les intérêts américains avaient été menacés sur le continent en témoigne les attentats contre les ambassades américaines à Nairobi au Kenya, et à Dar-es-Salam en Tanzanie en 1998 ; la violence extrémiste en Algérie, etc.

77. Nicole Vilboux, politique des États-Unis en Afrique Centrale et des Grands-Lacs, 2014.

78. Constance Desloire, "La politique africaine d'Obama : un semblant de rupture ?", *Revue internationale et stratégique* 2010/1 (n° 77), p. 54-64.

79. Jean-Baptiste Harelimana, "Sommet États-Unis/Afrique", novembre 2014, p.11.

70. Ibid, pp.92-93.

71. Jennifer G. Cooke, "De Clinton à Obama, les États-Unis et l'Afrique", *Politique étrangère* 2013/2 (Été), pp.67-79.

72. Mo Ibrahim cité par Jennifer G. Cooke, "De Clinton à Obama, les États-Unis et l'Afrique", 2013.

73. Ibid.

74. Jean-Paul Pougala, Lettre ouverte au président Obama sur la guerre en Libye, 25 juin 2011.

75. Jean-Paul Pougala, "Et si Mandela avait fait le mort pour ne pas rencontrer Obama ?", *Leçon de géostratégie Africaine*, n° 57, 19 juillet 2013, 7 p.

En réalité, le changement que promet Barack Obama se trouve limité par l’empreinte de la “doctrine Bush” sur la politique étrangère des USA, avec laquelle il a conscience de ne pas pouvoir complètement rompre. D’ailleurs, les politologues canadiens Charles-Philippe David et Frédérick Gagnon s’interrogeaient déjà au lendemain de son investiture sur sa capacité à contenir les forces lourdes du système. À ce propos, ils écrivaient :

Aura-t-il le dernier mot, vraiment, sur l’orientation des politiques, entouré comme il l’est d’une équipe de conseillers aguerris, certes, mais plutôt conservateurs, notamment dans les affaires étrangères ? Obama se servira-t-il de cette équipe pour établir un fort consensus pour le changement, ou est-ce que celle-ci, à force d’influencer le nouveau président, diluera le sens et diminuera la portée de son message d’espoir ?<sup>80</sup>

Et pour ceux qui espéraient que ses origines seraient un quelconque atout, on se demande s’il garde quelques souvenirs que ce soit du continent ou de son père qu’il n’a guère connu.

## CONCLUSION

La relation des Africains avec le président Barack Obama a suivi une courbe assez particulière. D’une situation idyllique proche de l’admiration, on est passé à un désamour avec en toile de fond de profondes frustrations. Cette relation qui s’annonçait féérique au soir de l’élection du 4 novembre 2008 a rapidement laissé place au désespoir et à la désillusion ; tant les attentes étaient grandes. Pouvait-il en être autrement ? On en doute. Était-ce possible de concilier la défense des intérêts stratégiques américains avec la volonté de promouvoir la démocratie, le développement et la bonne gouvernance du continent ? Une chose est certaine, Barack Obama fut élu par les Américains pour assumer un héritage impérial qu’il ne pouvait que se battre pour maintenir. Il importe également de souligner le dilemme qui existe entre la défense des intérêts à court terme de la lutte contre le terrorisme et les intérêts à long terme, soit la résolution des causes du terrorisme. Pour défendre leurs intérêts, sous le couvert de la lutte contre le terrorisme, les USA s’appuient sur des alliances et des partenaires, sur de nouvelles approches innovantes et à faible coût soutenues à la base par cette doctrine dite « de la responsabilité ». Il est également clair que le nouveau smart power<sup>81</sup> amé-

ricain reposant sur une approche globale des crises et une empreinte légère au sol est insuffisante pour duper les populations africaines de plus en plus avisées. Le dispositif américain, en matière de politique étrangère, est assez lourd et complexe pour que l’on ait pu penser à un moment qu’un homme à lui tout seul pouvait y venir à bout. La politique africaine des États-Unis ne dépend pas du président, mais d’un ensemble d’institutions jalouses de leur autonomie qui dépasse le traditionnel clivage républicain-démocrate. Il s’agit, au soir du 2e mandat de Barack Obama, d’attirer l’attention des Africains sur la nécessité pour le continent de penser à des approches endogènes de développement, qui laisseraient moins de chance à des contingences issues des élections outre-Atlantique. Cet état de fait est aussi valable pour l’élection présidentielle en France qui semble susciter beaucoup d’enthousiasme dans la sphère francophone.

## BIBLIOGRAPHIE

Augé, B., “Le bassin atlantique : une nouvelle géopolitique des hydrocarbures entre les Amériques et l’Afrique”, *Hérodote* 2014/4 (n° 155), p. 22-42.

Bamba, M., *Les menaces émergentes à la paix et à la sécurité en Afrique de l’Ouest et du Centre : de 1990 à nos jours*, Paris, L’Harmattan, 2015, 239 p.

Daguzan, J.-F., Moissoner, J.-Y., “La Libye après Kadhafi : essai de prospective géopolitique du conflit libyen”, *Hérodote* 2011/3 (n° 142), p. 78-97.

De Hoop Scheffer, A., “La politique étrangère de l’administration Obama : la quête d’un nouvel équilibre entre réalisme et internationalisme”, in *Annuaire Français de Relations Internationales*, Vol X, 2009, pp. 1-18.

De Hoop Scheffer, A., “Chapitre 1. Obama et la guerre”, in Olivier Richomme et al., *Le bilan d’Obama*, Presses de Sciences Po, 2012, pp. 27-61.

Desloire, C., “La politique africaine d’Obama : un semblant de rupture ?”, *Revue internationale et stratégique*, 2010/1 (n° 77), p. 54-64.

Douzet, F., Vaïsse, J., “Obama, le président du pivot”, *Hérodote* 2013/2 (n° 149), p. 7-21.

Encel, F., *Petites leçons de diplomatie. Ruses et stratagèmes des grands de ce monde à l’usage de tous*, Paris, Éditions Autrement, 2015, 154p.

Fogue Tedom, A., “AFRICOM : Le commandement militaire américain pour l’Afrique”, *Diploweb.com*, *La revue de géopolitique*, 21 novembre 2011, <http://www.diploweb.com/AFRICOM-Le-commandement-militaire.html>

Fogue Tedom, A., *Géostratégie américaine en Afrique (1993-2014)*, Paris, L’Harmattan, 2015, 194p.

redéfinir le leadership dans un monde post-américain, *Études de l’IRSEM*, No 32, septembre 2014, 165p.

80. Charles-Philippe David et Frédérick Gagnon, “Miracle ou mirage ?”, *Le Devoir*, 21 janvier 2009.

81. Pour cette approche, lire Maya Kandel (éds), Maud Quessard-Salvain, *Les stratégies du Smart Power américain :*

- G. Cooke, J., "De Clinton à Obama, les États-Unis et l'Afrique", *Politique étrangère* 2013/2 (Été), pp.67-79.
- Harelimana, J-B., "Sommet États-Unis/Afrique : financer les infrastructures énergétiques en Afrique pour soutenir l'émergence africaine", *Note d'analyse*, Institut Afrique Monde, novembre 2014, 12 p.
- Hodonou, V., "Barack Obama et l'Afrique. Sous le signe de la rupture", in *Continental*, N° 86, novembre 2009, p. 32-34.
- Hugon, P., *Géopolitique de l'Afrique*, 3<sup>e</sup> édition, Paris, Éditions Sedes, 2012, 351 p.
- Kagan, R., *The world America made*, New-York, Alfred A. Knopf, 2012, 149 p.
- Kandel, M., Quessard-Salvain, M. (éds), Les stratégies du Smart Power américain : redéfinir le leadership dans un monde post-américain, *Études de l'IRSEM*, N° 32, septembre 2014, 165 p.
- Laurent, S., "Barack Obama : De l'Afrique en Amérique", [http://laviedesidees.fr /IMG/pdf /20080418\\_obama.pdf](http://laviedesidees.fr /IMG/pdf /20080418_obama.pdf)
- Mezzell, A., "Changements dans la politique américaine en Afrique Subsaharienne. Une évaluation de prédictions antinomiques", in *ASPJ Afrique-Franco-phonie*, 4<sup>e</sup> trimestre 2010, pp.79-96.
- Passerelles, *Analyses et informations sur le commerce et le développement durable en Afrique*, vol. 14, numéro 4, "Les enjeux de la présence chinoise en Afrique", septembre 2013, 28p.
- Pillsbury, M., *The Hundred year Marathon. China's secret strategy to replace America as a global superpower*, New-York, Henry Holt and Company, 2015, 319p.
- Pougala, J-P., "Et si Mandela avait fait le mort pour ne pas rencontrer Obama?", *Leçon de géostratégie Africaine*, n° 57, 19/07/2013, 7 p.
- Rogalski, M., "Afrique/États-Unis : une relation singulière", in *Recherches Internationales*, n° 85, janvier-mars 2009, pp. 89-101.
- Shinn, H., "Les États-Unis reconsidèrent les relations sino-africaines", *Outre-Terre* 2011/4 (n° 30), p. 273-281.
- Stone, O., Kuznick, P., *Les crimes cachés des présidents. Une autre histoire de l'Amérique*, Paris, Éditions Saint-Simon, 2014, 271p.
- Vaïsse, J., "Du bon usage d'Obama en politique française", *Esprit*, 2009/2 (Février), pp.11-19.
- Vaïsse, J., "Chapitre 3. L'Europe reléguée d'Obama", in Richomme, O. et al., *Le bilan d'Obama*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, pp. 93-108.
- Vaïsse, J., "États-Unis : la puissance et la faiblesse, dix ans après", *Commentaire* 2012/4 (Numéro 140), pp. 981-990.
- Van de Walle, N., Article traduit de l'anglais par Aurélie de Poortère, "La politique africaine d'Obama : de la difficulté d'équilibrer sécurité et développement", *Politique américaine* 2010/2 (N° 17), p. 65-78.
- Vilboux, N., La politique des États-Unis en Afrique Centrale et des Grands-Lacs, Observatoire des Grands-Lacs en Afrique, *Note* N° 10, 2014, 27p.
- Wysocki, O., "La politique africaine de l'administration Clinton à l'épreuve de la gouvernance", Thèse de Doctorat en Histoire, Université de Reims Champagne-Ardenne, juin 2011, 2 Vols, 738 p.
- Yahia H. Zoubir, "Les États-Unis et L'Algérie : antagonisme, pragmatisme et coopération", *Maghreb - Machrek* 2009/2 (N° 200), p. 71-90.
- Yahia H. Zoubir, "Les États-Unis et le Maghreb : primauté de la sécurité et marginalité de la démocratie", *L'Année du Maghreb* [En ligne], II | 2005-2006, mis en ligne le 08 juillet 2010, consulté le 24 décembre 2016. URL : <http://anneemaghreb.revues.org/169> ; DOI : 10.4000/anneemaghreb.169
- Zaki, L., *Le monde selon Obama*, Paris, Éditions Stock, 2010, 276 p.

## À PROPOS DE THINKING AFRICA

Créé en janvier 2013 par une équipe de chercheurs et experts africains, Thinking Africa est un institut de recherche et d'enseignement sur la paix. Réseau de jeunes chercheurs, d'universitaires confirmés et d'experts, il offre, aux institutions, aux gouvernements, aux sociétés civiles, et aux organisations, des analyses, recommandations et formations pour vivre la paix sur le continent africain.

Nous publions des notes stratégiques sur les enjeux politiques, économiques et sociétaux en Afrique, formons des hauts fonctionnaires, officiers et décideurs africains au leadership, à la médiation et à la négociation. Nous organisons des conférences scientifiques et débats sur les enjeux névralgiques africains.

Thinking Africa  
25 BP 1751 Abidjan 25  
Côte d'Ivoire